

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle risques accidentels  
40 rue de la Préfecture  
58000 NEVERS  
ud58-89.dreal-bourgogne-franche-comte@developpement-  
durable.gouv.fr

Nevers, le 30/01/2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/10/2024

### **Contexte et constats**

publié sur  **GÉORISQUES**

#### **APERAM ALLOYS IMPHY**

Avenue Jean Jaurès  
58160 Imphy

Références : 250061

Code AIOT : 0005401254

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/10/2024 dans l'établissement APERAM ALLOYS IMPHY implanté Avenue Jean Jaurès BP n°1 58160 Imphy.

Suites données aux prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 27 décembre 2023

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- APERAM ALLOYS IMPHY
- Avenue Jean Jaurès BP n°1 58160 Imphy
- Code AIOT : 0005401254    Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO BAS
- IED : IED

**Contexte de l'inspection :** Contexte de l'inspection | Risques chroniques

**Thèmes de l'inspection :** Suite à mise en demeure | Déchets

## 2) Constats :

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

L'exploitant a réalisé 3 campagnes d'analyses "PFAS". Les résultats ont été versés sur Gidaf. Il a été détecté une présence de PFOA, toutefois les résultats étant les mêmes sur les 3 rejets, il pourrait s'agir d'une erreur de mesure.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	stockage des déchets de ferraille	AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 1	Levée de mise en demeure
2	stockage des déchets de ferraille	AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 1	


### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

La première prescription de l'arrêté de mise en demeure est bien respectée.


La deuxième prescription est en cours, l'échéance de réalisation n'étant toutefois pas atteinte

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : stockage des déchets de ferraille

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 1	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      stockage des déchets	
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société Apéram est mise en demeure de respecter dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 23 août 2010 modifié, en stockant les déchets de ferrailles du site Val de Loire dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs pour les populations avoisinantes et l'environnement.	
<b>Constats :</b>  Le stockage des matières à risques (copeaux en contact avec de l'huile de coupe...) a été supprimé.  Une nouvelle aire étanche d'une surface de 1 000 m <sup>2</sup> a été créée pour permettre de stocker tous les déchets le nécessitant. Les eaux de ruissellement de cette aire située au fond du site de stockage est relié au réseau de récupération existant qui avait été dimensionné pour.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure	

## N° 2 : stockage des déchets de ferraille

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/12/2023, article 1	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      stockage des déchets	
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La société Aperam est mise en demeure de respecter dans un délai de 21 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 9.13.3 de l'arrêté préfectoral du 23 août 2010 modifié, concernant le stockage de laitiers et réfractaires en :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• limitant la hauteur des tas de stockage à 5 m,</li><li>• assurant l'étanchéité du stockage, la collecte des eaux de ruissellement et leur récupération dans un bassin</li></ul>	
<b>Constats :</b> <p>Les conditions de stockage des laitiers et réfractaires sur le site Val de Loire ne sont pas conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure dans la mesure où :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• aucun moyen ne permet de vérifier le respect de la hauteur maximale de 5 m et des tas d'une assez grande hauteur ont été observés,</li><li>• les produits ne sont pas tous stockés sur une aire étanche, seule une partie est stockée sous bâtiment, les eaux de ruissellement ne sont ainsi pas intégralement collectées mais, en partie, infiltrées dans le milieu naturel</li></ul> <p>L'échéance de cette prescription (septembre 2025) n'est pas encore atteinte.</p> <p>De plus, des améliorations sont apparues le jour de l'inspection. Une nouvelle filière a été trouvée en Allemagne pour traiter les laitiers et les briques réfractaires. Le stock "historique" est en cours d'évacuation (40 % a déjà été éliminé, la résorption finale est prévue pour l'été 2025).</p> <p>Lorsque ce stock sera totalement éliminé, tous ces déchets seront transférés dans le bâtiment qui aura été rénové.</p>	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	